

<p><b>Table ronde sur le foncier</b> <b>Gembloux, le 17 juin 2010</b></p>
-------------------------------------------------------------------------------

Mesdames,  
Messieurs, en vos qualités et titres

Je suis très heureux de vous adresser ces quelques mots d'accueil et je vous remercie d'avoir répondu nombreux à cette invitation.

C'est en ma qualité de député provincial, en charge du développement durable et de l'agriculture mais aussi membre de la Fondation Gouverneur Close que j'ai accepté d'introduire cette soirée.

Le séminaire qui nous réunit aujourd'hui porte sur le « foncier ».

Le dictionnaire définit ce terme comme « **ce qui a rapport à un fond de terre** ».

On parle ainsi de biens fonciers, d'impôt foncier, de charges foncières, de richesses foncières, de crédit foncier ou encore de propriété foncière.

L'orientation de notre réunion vise, quant à lui, essentiellement le foncier agricole, voire la politique foncière agricole.

Les intervenants qui suivront aborderont, chacun dans leur spécialité, un des multiples aspects de cette problématique.

Je souhaite, quant à moi, en introduction, aborder ce thème sous un angle aussi large que possible, qui touche à la préservation de cette ressource naturelle que représente la terre, lié à l'évolution démographique, au développement économique et à l'application de politiques de protection de l'environnement et aux relations Nord/Sud.

## Les constats en quelques chiffres :

### 1) En termes démographiques

Au cours du 20<sup>è</sup> siècle, la population mondiale a été multipliée par 2,4. Notre planète compte aujourd'hui quelque 6,8 milliards d'êtres humains dont près d' 1 mia souffrent vraiment de la faim et un autre 1 mia souffrent d'une mauvaise nutrition.

Certaines projections prévoient une évolution jusqu'à 9 milliards d'habitants en 2050.

Combien seront-ils mal nourris ?

Combien auront-ils faim ?

### 2) En termes de production alimentaire

Au cours du 20<sup>è</sup> siècle, la production alimentaire a été multipliée par un taux de croissance de 2,6, plus élevé que celui de la population.

### 3) En termes de ressources environnementales :

Les ressources en eau et en terre sont en régression dans plusieurs régions du monde.

L'environnement semble de plus en plus menacé par le réchauffement mondial et les changements climatiques.

***Au niveau de la planète***, les surfaces arables disponibles dans les années 70 (selon le Club de Rome) étaient de 0,4 ha/habitant/planète ; en 2009 elles étaient de 0,25 ha/habitant/planète (FAP)

***En Région Wallonne***, la Surface Agricole Utile (SAU) est de 750.000 ha, soit 21 ares/personne. 620.000 ha, soit 90%, sont utilisés pour la production animale

## Tous ces constats posent une question essentielle :

Comment faire face à ce défi qui consiste à nourrir cette population mondiale, qui passera de 6 à 9 milliards de personnes, et qui nécessitera un milliard de tonnes de céréales de plus chaque année ?

Comment agir, tout en préservant les ressources naturelles, càd en permettant aux ressources naturelles de se renouveler ?

Voici des questions qui concernent bien « la politique foncière agricole »

Dans l'équation, il faut tenir compte :

1° que la croissance démographique est plus élevée dans les pays pauvres, lesquels éprouvent déjà des difficultés à assurer la sécurité alimentaire de leurs populations ;

2° et que les occidentaux sont les premiers responsables de l'hyperconsommation.

**Comment arriver à produire plus avec moins et consommer mieux pour gaspiller moins.**

Produire plus avec moins : Maltus n'aurait pas plus raison aujourd'hui que de son temps : il y a encore beaucoup de potentiel d'accroissement de productivité, en particulier dans les pays les plus pauvres.

Consommer mieux pour gaspiller moins. Nos modes d'alimentation ont profondément évolué en 65 ans (place de la viande dans nos assiettes). Quelle place la viande doit-elle encore occuper pour veiller à notre équilibre alimentaire ?

Quelle place pour les légumes bio que nous trouvons dans nos grandes surfaces et qui viennent des pays d'Afrique du Nord ?

Quel bilan carbone :

- pour un ravier de fraises acheté ici en janvier par rapport à un ravier acheté en juin ?
- ou encore quel bilan carbone pour une même quantité de protéines végétales par rapport à des protéines animales quand on sait qu'il faut 6 à 7 fois plus de ressources pour produire un 1kg d'aliments d'origine animale que pour 1kg d'aliment d'origine végétale.

Les Institutions publiques ont là un rôle à jouer. La Province de Namur, par exemple, s'est lancée dans la voie de l'alimentation saine au niveau de ses Ets scolaires.

Nous devons travailler sur l'éducation et la sensibilisation à l'alimentation saine et durable.

Cela ne s'impose pas. Cela se travaille par appropriation de la problématique

**Nous n'avons bien sûr pas toutes les réponses à cette problématique complexe, mais il est devenu clair qu'un développement agricole durable et raisonné est une des voies majeures à suivre pour augmenter la production, tout en préservant les ressources naturelles.**

J'aspire à ce que vos réflexions et vos contributions d'aujourd'hui apportent quelques réponses à ces questions et permettent de sensibiliser les décideurs politiques et économiques.

A chacun de nous, dans son domaine d'activités, d'apporter sa pierre à un édifice difficile et compliqué, en commençant par un travail à la base, c'est-à-dire dans nos campagnes, dans nos villages, dans notre province de Namur, d'être acteurs et moteur de changement ; c'est ce que je nous souhaite,

Je vous remercie pour votre attention.

Jean-Marc Van Espen  
Député provincial